

Cycle technique lutte contre la malveillance

Formation certifiante | Ref : BL-SUR-CERIC-CT



Objectifs et compétences visés

- Gérer la sûreté d'un site privé ou public en intégrant les aspects socio-économiques de l'environnement
- Gérer les nouvelles problématiques sûreté auxquelles les entreprises sont confrontées.
- Adapter le cadre législatif et réglementaire de la lutte contre la malveillance à son propre site.
- Évaluer et différencier les dispositifs mécaniques et électroniques de la prévention et de la protection.
- Diagnostiquer les problématiques rencontrées, déterminer et mettre en application les solutions techniques et organisationnelles adaptées.

Contenu

- Identifier les risques de malveillance pour son entreprise et maîtriser le cadre juridique de la sûreté
 - L'entreprise face à la menace.
 - Passage à l'acte malveillant.
 - La sécurité privée (livre VI du Code de la sécurité intérieure).
 - Droit pénal.
 - Les acteurs publics de la sûreté.
 - Les outils du chargé de sûreté dans l'entreprise.
 - Cadre juridique des technologies.
 - Prise en compte du risque attentat.
- Maîtriser les moyens techniques de la prévention et de la protection
 - Protection mécanique.
 - Détection électronique.
 - Contrôle d'accès.
 - Vidéosurveillance.
 - Télésurveillance.
 - Référentiels APSAD.
 - Protection de l'information, des systèmes et des réseaux informatiques.
 - Élaboration du cahier des charges et relations avec les prestataires.
- Appliquer et matérialiser ses compétences en sûreté
 - Semaine applicative : les moyens organisationnels et techniques de la sûreté sont abordés à travers des démonstrations et une étude de cas
 - Protection mécanique (application).
 - Détection électronique (application).
 - Risques numériques (démonstration).
 - Vidéosurveillance (application).
 - Contrôle d'accès (application).
 - Audit de sûreté.

Profil

Toute personne justifiant d'une expérience d'ingénieur, technicien, conseiller ou chargé de sûreté et de sécurité, responsable d'organisations soumises aux risques de malveillance.

Consultants, prestataires de services, assureurs, fabricants et fournisseurs dans les domaines de la sûreté.

Numéro d'enregistrement au RNCP : 35599

Code CPF unique : 248730

Aucun prérequis n'est nécessaire à cette formation.

Aucun prérequis n'est nécessaire à cette formation.

Nos atouts

Le "**Traité pratique de sûreté malveillance**", les **référentiels APSAD R8, R31, D32 R81, R82 et D83** sont remis à chaque participant.

Les stagiaires ont accès en 3^{ème} semaine aux laboratoires d'essais de CNPP et peuvent découvrir de nombreuses technologies de sûreté disponibles actuellement.

Conseils

Les participants doivent fournir un travail personnel significatif entre chaque semaine de formation ainsi que pour la préparation à l'examen.

CNPP recommande aux participants d'avoir un niveau Bac+2 minimum ou une expérience professionnelle de 3 ans dans le domaine de la sûreté.

Contrôle de connaissances

Obtention du **certificat technique CERIC** et du diplôme **CFPA Europe "Security: technical cycle"** à l'issue d'une épreuve écrite (QCM) et d'une épreuve orale (soutenance devant un jury d'examen).

Le taux de réussite en 2019 est de 80%.

Sessions 2022

13.5 jours 03/02/2022 - 15/04/2022 à Vernon	5505 € HT
13.5 jours 17/02/2022 - 29/04/2022 à Saint-Paul de la Réunion	5505 € HT
13.5 jours 03/03/2022 - 13/05/2022 à Vernon	5505 € HT
13.5 jours 10/03/2022 - 20/05/2022 à Lyon	5505 € HT
13.5 jours 17/03/2022 - 03/06/2022 à Mulhouse	5505 € HT
13.5 jours 21/04/2022 - 24/06/2022 à Douai	5505 € HT
13.5 jours 09/06/2022 - 07/10/2022 à Paris	5505 € HT
13.5 jours 23/06/2022 - 21/10/2022 à Vernon	5505 € HT
13.5 jours 01/09/2022 - 18/11/2022 à Aix-en-Provence	5505 € HT
13.5 jours 07/09/2022 - 25/11/2022 à Nantes	5505 € HT
13.5 jours 15/09/2022 - 09/12/2022 à Paris	5505 € HT
13.5 jours 21/09/2022 - 25/11/2022 à Toulouse	5505 € HT
13.5 jours 09/11/2022 - 30/12/2022 à Vernon	5505 € HT

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Cadre général

CNPP ENTREPRISE SARL

Route de La Chapelle Réanville - CD 64 - CS 22265 - F 27950 SAINT MARCEL CEDEX
SIRET N° 342 901 253 00050 - Code NAF 8559 A

N° de déclaration d'existence 23270036727 auprès du Préfet de la région Haute Normandie désigné « l'Organisme de Formation » agissant en qualité de dispensateur de formation conformément à l'article 4 de la loi n° 71575 du 16 juillet 1971.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'organisme de formation organise l'action de formation suivante :

Intitulé du stage : _____

Objectif, programme et méthodes : voir document joint

Dates : du _____ au _____

Durée : _____ jours

Lieu de formation _____

L'action de formation entre dans la catégorie des actions d'acquisition, d'entretien ou de perfectionnement de connaissances prévues par l'article L6313-1 du Code du travail. Les annexes indiquant le programme, les effectifs concernés, les moyens pédagogiques mis en œuvre, les modalités de contrôle de connaissances et la nature de la sanction de la formation sont réputés parties intégrantes de la convention.

ARTICLE 2 : EFFECTIF FORMÉ

L'organisme accueillera la ou les personnes suivantes : M _____

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

En contrepartie de cette action de formation, l'Entreprise s'engage à acquitter les frais suivants :

Frais de formation :

Coût unitaire ht. en euros x _____ stagiaire(s)

+ TVA au taux en vigueur (20 % à partir du 01/01/2015)

= TOTAL GÉNÉRAL TTC (prix France métropolitaine).

Pour les entreprises domiciliées sur des territoires sous souveraineté française, la facture devra être réglée à 30 jours fin de mois par chèque ou virement. Aucun escompte ne sera accordé quelle que soit la date de règlement. Les intérêts de retard seront calculés sur la base du taux de refinancement de la BCE majoré de 7 points. Conformément à l'article D441-5 du Code du Commerce, une identité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€ est due en cas de retard de paiement.

Pour les entreprises non domiciliées sur ce territoire, la facture devra être réglée à l'inscription ou à la commande.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'Entreprise pour la durée visée à l'article 1.

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

5.1 - Résiliation par l'organisme de formation

Dans le cas où CNPP ENTREPRISE serait amené à annuler le stage objet de la présente convention, cette dernière serait considérée comme caduque. L'entreprise sera avertie dans les meilleurs délais par courrier. Les sommes éventuellement perçues lui seront intégralement reversées.

En cas de report proposé sur une autre session, CNPP maintiendra ses conditions tarifaires même si le report a lieu l'année suivante.

En cas d'annulation de la formation sans report proposé entre 0 et 3 jours calendaires avant le début de celle-ci, CNPP proposera une réduction de 15 % en cas de réinscription sur un autre stage de durée équivalente ou inférieure. Entre 3 et 9 jours, la réduction proposée par CNPP sera de 10 % et en cas d'annulation entre 10 et 20 jours, la réduction proposée sera de 5 %. Ces dispositions s'appliquent hors cas de force majeure.

5.2 - Résiliation par l'entreprise

5.2a - Résiliation en cours de formation - résorption de la convention

Si, par suite de l'absentéisme ou de l'abandon de la formation par un stagiaire, l'entreprise est amenée à résilier la convention, CNPP ENTREPRISE facturera la réalisation partielle de la formation sur la base du prix total prévu initialement calculé au prorata temporis de la participation effective du stagiaire à la formation. Il sera procédé à une résorption anticipée de la convention.

Cette disposition n'est pas exclusive de la mise en œuvre de l'article 5.2b.

5.2b - Clause de dédit

Si l'entreprise résilie la convention au cours du délai d'annulation ou en cours de stage, CNPP ENTREPRISE est fondé à facturer des frais de dédit. Dans ce cas, ces sommes, sous déduction des sommes facturées au titre de l'article 5.2a, auront le caractère de dédit et perdront le caractère de dépenses de formation professionnelle. En conséquence, elles ne pourront pas être imputées sur la participation des employeurs à la formation professionnelle continue. À noter qu'un report équivaut à une résiliation de convention avec émission d'une nouvelle convention.

5.2c - Délai d'annulation et montant des dédits

La clause de dédit s'appliquera 20 jours avant le début de la formation. Entre 10 et 20 jours calendaires avant le début de la formation, ces frais représenteront 30 % du prix de vente du stage, entre 3 et 9 jours ces frais représenteront 50 % du prix de vente du stage, et à moins de 3 jours, 100 % du prix de vente du stage.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

ARTICLE 6 : DIFFÉRENDS ÉVENTUELS

Si une contestation ou un différend n'ont pu être réglés à l'amiable, les Tribunaux d'Evreux seront seuls compétents pour régler le litige.

ARTICLE 7 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les supports de formation et documentations remis par CNPP relèvent de la propriété intellectuelle de CNPP et ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une utilisation autre qu'à des fins personnels. Toute copie ou reproduction est réservée à l'usage privé.

ARTICLE 8 : INFORMATIQUE ET LIBERTÉ

CNPP a été amené à constituer des fichiers informatiques contenant des informations nominatives sur les stagiaires participant à ses formations. Ces fichiers ont pour objectif la gestion des clients et l'information des agréés de CNPP sur les nouveaux produits et les principales actions de l'association des agréés AGREPI ; ils ont fait l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL. CNPP s'autorise à communiquer à titre gracieux ces listes de diplômés (coordonnées) aux associations des diplômés de CNPP pour faciliter leur mise en relation. Les stagiaires auront la possibilité sur demande écrite auprès du service Formation de s'opposer à la diffusion de leurs coordonnées.

USAGE DU NOM CNPP

Le nom CNPP est protégé. CNPP se réserve le droit d'intenter, contre quiconque exploiterait indûment la référence à CNPP, toutes actions judiciaires ou administratives qu'il jugera opportunes. Les qualifications obtenues à l'issue de la formation sont délivrées à titre individuel et ne peuvent en aucun cas se substituer, ni créer la moindre ambiguïté avec des certifications d'entreprises.

Les calendriers, les prix et les contenus définitifs sont ceux communiqués lors de l'inscription.

Cluses spécifiques pour les particuliers

ARTICLE 3' : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Le stagiaire réglera à la commande 100 % du prix de l'action de formation. Son inscription ne sera validée qu'à réception de son règlement.

ARTICLE 5' : RÉSILIATION DU CONTRAT DE FORMATION

5'.1 - Résiliation par l'organisme de formation

5'.1a - Annulation de la session

Dans le cas où CNPP ENTREPRISE serait amené à annuler le stage objet du présent contrat, celui-ci serait considéré comme caduc. Le stagiaire sera averti dans les meilleurs délais. Les sommes éventuellement perçues lui seront intégralement reversées.

En cas de report proposé sur une autre session, CNPP maintiendra ses conditions tarifaires même si le report a lieu l'année suivante.

En cas d'annulation de la formation sans report proposé entre 0 et 3 jours calendaires avant le début de celle-ci, CNPP proposera une réduction de 15 % en cas de réinscription sur un autre stage. Entre 3 et 9 jours, la réduction proposée par CNPP sera de 10 % et en cas d'annulation entre 10 et 20 jours, la réduction proposée sera de 5 %. Ces dispositions s'appliquent hors cas de force majeure.

5'.1b - Non paiement du montant prévu à l'article 3'

Si le stagiaire ne verse pas le montant prévu à l'article 3' dans les délais convenus, alors même qu'il n'a pas fait connaître son intention de ne pas donner suite au contrat dans les formes prévues à l'article 9, considérant que les engagements du contrat ne sont pas tenus, CNPP ENTREPRISE se réserve le droit de le résilier. Il en avertit le stagiaire par courrier avec accusé de réception.

5'.2 - Résiliation par le stagiaire

5'.2a - Cas de force majeure

Si par suite de force majeure dûment reconnue, le stagiaire est empêché de suivre la formation, il peut résilier le contrat.

Dans ce cas, seules les prestations déjà dispensées seront dues au prorata temporis de leur valeur prévue dans le contrat.

Si leur valeur excède le montant de l'acompte perçu, il sera demandé au stagiaire un versement complémentaire. Si au contraire l'acompte perçu est supérieur à la facture émise, l'excédent sera immédiatement remboursé au stagiaire.

5'.2b - Clause de dédit

Si le stagiaire résilie le contrat au cours du délai d'annulation ou en cours de stage, alors qu'il ne peut pas invoquer la force majeure, CNPP ENTREPRISE est fondé à facturer des frais de dédit.

Sous réserve du montant correspondant le cas échéant à l'évaluation de la formation partiellement suivie, ces sommes auront le caractère de dédit et perdront le caractère de dépenses de formation professionnelle. À noter qu'un report équivaut à une résiliation de convention avec émission d'une nouvelle convention.

5'.2c - Délai d'annulation et montant des dédits

La clause de dédit s'appliquera 20 jours avant le début de la formation. Entre 10 et 20 jours calendaires avant le début de la formation, ces frais représenteront 30 % du prix de vente du stage, entre 3 et 9 jours ces frais représenteront 50 % du prix de vente du stage, et à moins de 3 jours, 100 % du prix de vente du stage.

ARTICLE 9 : DÉLAI DE RÉTRACTATION

À compter de la date de signature du bulletin d'inscription, le stagiaire a un délai de 7 jours pour se rétracter. Il en informe l'organisme de formation par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le chèque de règlement éventuellement reçu lui sera restitué.